

49176



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE
E/ECA/PAMM/PS/82/1
1 novembre 1982
FRANCAIS
Original: ANGLAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence régionale CEA/OUA sur le rôle du secteur
public dans la mise en oeuvre du Plan d'action de
Lagos

Addis-Abéba (Ethiopie)
22-27 novembre 1982

LA PROMOTION DES AFFAIRES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

par
Dr. Ademola Banjo

Reproduit avec l'autorisation du journal Management in Nigeria Vol. 17 No. 6 de
juin 1981.

LA PROMOTION DES AFFAIRES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

Alors que la réglementation gouvernementale relative aux affaires fournit un terrain de rencontre aux hommes d'affaires et permet surtout des contacts entre les entreprises et la collectivité, la promotion des affaires par les pouvoirs publics s'entend du rôle des pouvoirs publics qui consiste à susciter et à appuyer la création d'entreprises, à en faciliter la croissance et à les mettre en mesure d'apporter leur contribution au développement économique et social du pays.

Depuis 1972, le gouvernement fédéral accorde une attention particulière à la promotion des affaires dans le pays. Le décret de février 1972 relatif à la promotion des entreprises nigérianes (Nigerian Enterprises Promotion Decree) a jeté les bases d'une nouvelle approche gouvernementale à l'expansion des entreprises commerciales et industrielles auxquelles, jusqu'alors les pouvoirs publics ne s'intéressaient guère que pour des raisons fiscales.

Le Nigerian Enterprises Promotion Decree traduisait pour la première fois un vif et positif intérêt des pouvoirs publics pour la croissance et le développement des entreprises et contenait des directives quant à la propriété et au contrôle de ces entreprises pour que celles-ci contribuent, comme prévu, au développement national plutôt que de constituer une source de revenus extérieurs pour les investisseurs étrangers.

Depuis, les pouvoirs publics se sont évertués à définir des politiques détaillées et à créer différents types d'instruments politiques destinés à promouvoir le développement des entreprises au Nigéria.

Parmi les mesures prises, on peut citer la création d'institutions de financement du développement destinées à fournir de l'aide sous forme de capitaux aux chefs d'entreprises privées et la participation majoritaire du gouvernement dans toutes les banques commerciales du pays afin d'imprimer aux politiques et pratiques bancaires une orientation favorable aux entreprises locales.

Les pouvoirs publics ont également consenti beaucoup d'efforts en recourant à des mesures tarifaires et fiscales afin de fournir des encouragements ou d'assurer la protection des entreprises locales, de développer leurs activités tant d'un point de vue quantitatif que par la diversification.

Néanmoins, en dépit des efforts gouvernementaux, les affaires n'ont pas évolué selon les projections contenues dans les différents plans de développement, surtout dans les secteurs de production industrielle et agricole. Même dans le secteur de la distribution, il s'est produit des perturbations qui ont provoqué des difficultés considérables au sein de la société.

Le présent document n'a pas pour objet de présenter une étude théorique de l'ensemble des politiques et mesures gouvernementales prises dans le cadre de la promotion des affaires. Il s'attache plutôt à étudier les problèmes d'ordre prioritaire qui sont encore en suspens et qui constituent des obstacles à la croissance rapide des entreprises.

Ces problèmes devraient être envisagés sous un angle nouveau qui permette de déboucher sur une accélération du rythme de développement des affaires dans les secteurs où des problèmes se posent.

En outre, on proposera dans le présent document, certaines orientations particulières en vue de l'adoption de politiques et de mesures gouvernementales susceptibles d'aider à résoudre un certain nombre de problèmes prioritaires.

A cette fin, les entreprises seront réparties en trois catégories : production, distribution et commercialisation et services.

La production englobe des domaines tels que l'extraction minière, la fabrication, la construction, l'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche. Les entreprises de production fournissent les biens nécessaires au maintien de la vie et de la société; ces biens vont des aliments et boissons, aux vêtements, aux chaussures, aux meubles, aux véhicules, aux machines, etc.

La distribution et la commercialisation communément appelées "commerce" au Nigéria ont pour rôle de faire parvenir les biens et articles produits par le premier groupe d'entreprises production aux consommateurs ou utilisateurs.

La troisième catégorie est celle des services. Il s'agit d'entreprises qui offrent de faire, dans une société moins évoluée, des choses que les particuliers font eux-mêmes pour entretenir la famille ou la collectivité. Les entreprises de services mènent des activités dont l'individu tire des avantages, qui, s'ils ne prennent pas la forme de biens tangibles, n'en sont pas moins réels.

Parmi les services on peut citer les transports, les loisirs, les services bancaires et les assurances, les salons de coiffure, les blanchisseries, etc.

Dans certains pays, les soins de santé et l'éducation peuvent être également confiés à des entreprises; il se dessine toutefois une tendance mondiale à transformer les entreprises de ce type en services sociaux à mesure que la communauté évolue.

En réalité, d'un point de vue strictement économique, la distribution et la commercialisation sont également des services, mais sont rangées ici dans une catégorie différente de celle des autres services en raison de leur importance particulière en tant que secteur du commerce.

Au Nigéria, le secteur du commerce est le plus important et sans doute le plus populaire. Toute mesure gouvernementale prise en faveur de ce secteur doit viser à le restructurer et à le doter d'une réglementation plutôt qu'à chercher à le promouvoir.

La question de la réglementation des affaires, qui peut également comporter un aspect de restructuration, est envisagée dans un autre volet des discussions menées au cours de cette conférence nationale.

C'est dans le secteur de la production que la création et le développement d'entreprises nécessitent une meilleure promotion, visant en particulier des types de production nouveaux et plus diversifiés.

Les entreprises du secteur de la production sont souvent regroupées en deux grandes catégories : industrie et agriculture. Nous allons les examiner, en commençant par l'industrie.

La condition sine qua non pour l'implantation et la survie d'une industrie est l'existence de débouchés pour ses produits. Dans un pays en développement comme le Nigéria, ces débouchés sont d'abord la demande intérieure pour les produits que l'industrie fabriquera.

Par la suite, une demande extérieure constituant un marché d'exportation peut venir compléter la demande intérieure et accélérer l'expansion de l'industrie.

Une entreprise d'exploitation minière qui serait créée pour répondre à une demande extérieure initiale constituerait un cas particulier d'industrie. Toutefois, l'existence de ce cas particulier n'entame en rien la validité de la condition préalable de l'existence d'un marché pour les produits d'une industrie donnée.

Bien qu'un marché extérieur puisse offrir des possibilités, il est évident que la part du marché total qui est d'ordinaire susceptible d'être manipulée au moyen de politiques nationales, est constituée par le marché intérieur. La leçon que l'on peut tirer des pays qui ont assuré la croissance de leur industrie nationale est qu'il faut réserver le marché intérieur essentiellement ou entièrement aux industries locales.

Ce phénomène peut s'observer dans l'histoire économique des pays développés, en commençant par la révolution industrielle en Angleterre, pour en arriver à la période de développement industriel en Allemagne, en France, aux Etats-Unis, au Japon et en URSS.

Dans le cas du Royaume-Uni, le système préférentiel appliqué à l'Empire et la politique protectionniste pratiquée envers les produits en provenance des pays n'appartenant pas à l'Empire au cours de sa période de suprématie, ont également permis au gouvernement de réserver un important marché extérieur à ses industries.

Plusieurs mesures politiques peuvent être utilisées pour réserver le marché intérieur aux produits locaux. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une ou plusieurs combinaisons des éléments suivants :

- a) Embargo total sur l'importation des produits en question;
- b) La subordination des importations à octroi de licences allant généralement de pair avec des contingents à l'importation;
- c) L'imposition de tarifs à l'importation allant de pénalités sévères (de nature à décourager les importations) à un choix déterminé de pourcentages faibles (utilisés pour ajuster les prix à l'importation);
- d) L'institution de barrières douanières à caractère non fiscal sous la forme de spécifications et de normes nationales concernant les produits.

L'interdiction visant les importations de bouteilles à bière et de bière en bouteille, décidée il y a quelques années, constitue un exemple d'interdiction totale des importations. Cette mesure a été introduite par le gouvernement fédéral pour sauver du désastre bouteillerie de grande capacité. L'usine avait alors un stock de plus d'un demi million de bouteilles qu'elle n'arrivait pas à écouler, nombre de brasseries continuant d'importer des bouteilles en dépit de leur disponibilité sur le plan local. En fait, pour fermer toute possibilité d'entrée indirecte des bouteilles à bière, l'importation de bière en bouteille fut également frappée d'interdiction.

Cette mesure a débouché sur la période d'importation de bière en boîte, qui est restée dans toutes les mémoires.

La subordination des importations à l'obtention d'une licence constitue également un moyen efficace de contrôle lorsqu'on le combine avec le contingentement des importations. En l'absence de tels contingentements, rien ne permet de connaître le volume couvert par les licences d'importation et de savoir si l'incidence du contrôle est atténuée ou annulée.

Le meilleur exemple au Nigéria de l'utilisation de licences et de contingents à l'importation pour réserver le marché intérieur à la production locale est celui des usines Peugeot et Volkswagen de montage de voitures de tourisme. On évalue chaque année la demande totale de voitures sur le marché. La satisfaction de cette demande est alors répartie entre les usines locales de montage et les importations de voitures.

D'ordinaire, la production annuelle prévue des deux usines de montage est déduite de la demande annuelle totale. La différence constitue le quota maximum de voitures à importer pour l'année considérée. Les licences sont ensuite délivrées à cet effet en quantité variable tout au long de l'année pour que le nombre total de voitures importées ne dépasse pas le quota fixé.

En 1980, par exemple, la demande totale effective de voitures de tourisme sur le marché nigérian s'est établie à 75 410 véhicules, dont 72 000 ont été fournis par les deux usines de montage (Peugeot, 51 000; Volkswagen, 21 000) et le solde de 3 410 voitures a été importé sous licence.

Cette politique permet d'assurer un marché à toutes les voitures sortant des usines de montage locales.

La politique consistant à réserver les marchés intérieurs aux produits locaux est également appelée protectionnisme.

La protection du marché intérieur est une condition essentielle au développement et à la survie des industries locales. En l'absence d'une telle protection, aucune véritable croissance industrielle n'est possible.

Tout en étant nécessaire pour assurer la survie des industries locales, les mesures de protection ne suffisent pas à en promouvoir la création. Par conséquent, ces mesures ne réussissent guère qu'à discréditer toute politique si elles sont mises en oeuvre avant que les industries protégées soient entrées dans une phase productive.

Cette mauvaise utilisation des mesures de protection a été observée au cours des dernières années du régime militaire nigérian, qui avait interdit ou subordonné à l'octroi d'une licence l'importation de nombre de produits, alors qu'il n'existait pas d'offre sur le plan local. Les autorités s'attendaient à ce que ces restrictions incitent les hommes d'affaires locaux à implanter des usines de production locale. Il n'en fut rien, évidemment. Cette formule a créé des pénuries artificielles et l'ensemble du programme de protection a été tant discrédité que les interdictions et les mesures de contrôle ont fini par être levées.

Les politiques de protection ne doivent être mises en oeuvre qu'une fois que les industries locales ont commencé la production des biens visés par de telles politiques.

Au cours des derniers mois, le gouvernement fédéral s'est montré quelque peu partagé sur la nécessité d'assurer la protection du marché en faveur d'un certain nombre d'industries locales. Une telle indécision peut avoir une incidence désastreuse sur l'industrie locale, même pour un court laps de temps. A titre d'exemple, jusqu'au milieu de l'année dernière, toutes les sociétés de fabrication de contre-plaqué du Nigéria travaillaient à plein régime pour répondre à la demande de panneaux. Un groupe de personnes a réussi à convaincre le ministère fédéral du commerce de délivrer des licences d'importation au cours du deuxième semestre de l'année. Les licences ont été délivrées sans directives quant aux limites quantitatives nécessaires pour compléter la production locales. En conséquence, en l'espace de quelques mois, tout le pays était inondé de contre-plaqué importés de Chine et de Corée.

A l'heure actuelle, les entrepôts des usines locales de contre-plaqué regorgent de stocks qu'elles n'arrivent pas à écouler. Nombre d'entre elles ont déjà réduit considérablement leur production et l'un des plus grands producteurs est occupé à licencier 1 500 ouvriers à la suite de la baisse de sa production.

La nécessité de protéger le marché doit être bien comprise pour que nos industries survivent et se développent.

La question la plus importante après celle des marchés dans le débat sur la promotion industrielle est celle de la technologie. On pourrait présenter une formule générale de l'industrie de la façon suivante :

$$\begin{array}{r}
 \text{Matières premières} \quad) \\
 \text{Produits semi-finis} \quad)
 \end{array}
 +
 \begin{array}{r}
 (\\
 \text{Technologie} \\
)
 \end{array}
 =
 \begin{array}{r}
 (\\
 \text{Produits} \\
)
 \end{array}$$

Les matières premières et les produits semi-finis combinés avec la technologie appropriée (main-d'oeuvre qualifiée et matériel) donnent des produits finis.

Notre industrie répond pour l'essentiel à l'un des trois modèles ci-après. Le premier modèle se présente comme suit :

Exemples de produits

Facteurs de production importés	} +	(technologie)	=	coca cola
		(simple)		papier d'emballage
Facteurs de production secondaires locaux	}	(+ matériel)		pâte dentifrice

Le deuxième type d'industrie se présente comme suit :

Facteurs de production importés	)	( technologie)	
	)	+ ( complexe)	= bière
Facteurs de production	)	(+ matériel)	produits en plastique
	)		produits de montage

La troisième catégorie d'industrie se présente comme suit :

Facteurs de production locaux	)	( technologie)	cotonnades
	)	+ ( complexe)	= produits du cacao
Facteurs de production secondaires importés de moindre importance	)	(+ matériel)	pneumatiques en caoutchouc contre plaqués

Toutes ces industries ont une faiblesse structurelle qui tient à la nécessité de devoir garantir l'intégrité et la continuité de la technologie et du matériel. La technologie n'a été absorbée dans aucune de ces industries.

Dans le premier cas, celle de la production de boissons gazeuses l'essentiel de la technologie complexe servant à produire ces boissons est déjà incorporée dans le facteur de production importé, c'est-à-dire le concentré. Les procédés utilisés pour la purification de l'eau (la principale matière première locale), le mélange avec le concentré, l'imprégnation de gaz carbonique, la mise en bouteilles de la boisson et le capsulage, sont relativement simples.

Toutefois, en raison de l'importance de la production de cette industrie, le matériel utilisé pour ces opérations simples peut être très complexe. Nous constatons tout d'abord que ces machines ne sont pas fabriquées sur place; il n'y a pas de représentants pour les entretenir sur place et rien n'a été prévu pour que du personnel local puisse les entretenir.

Par exemple, la machine la plus complexe dans une usine de fabrication de boissons non alcoolisées est la machine à embouteiller. Lorsqu'elle se dérègle on doit faire appel à un ingénieur-technicien étranger résidant dans le pays ou venant spécialement de l'étranger pour la remettre en marche.

La prospérité de ce type d'industrie est fonction de la fourniture régulière de concentrés de l'étranger et de la disponibilité d'un ingénieur-technicien étranger sur place ou de l'intervention directe de technicien venant d'outre-mer.

On observe pour le deuxième type d'industrie, la même précarité dans le scénario de fonctionnement. Une importante technologie est déjà incorporée dans les matières premières importées. Pour les brasseries, les matières premières les plus importantes sont importées sous forme semi-finie, sous forme de malt-de l'orge; dans le cas des produits en plastique, les polymères nous parviennent sous forme de poudre ou de granulés, ce qui constitue le produit d'une technologie très complexe.

Lorsqu'on examine le cas des usines d'assemblage, par exemple de véhicules ou d'équipement électronique, on a affaire à des composants et à des sous-ensembles hautement complexes.

Le matériel utilisé dans les dernières étapes de la fabrication englobe des technologies très complexes. Encore une fois, ces usines sont tributaires du cordon ombilical qui les relie à l'étranger en ce qui concerne les facteurs de production qu'elles utilisent. Les techniques appliquées à leurs procédés et à leur matériel n'ont pas été absorbées et il n'existe pas de personnel autochtone qualifié; il faut faire appel à un grand nombre d'ingénieurs-techniciens étrangers pour assurer le fonctionnement des usines.

S'agissant du troisième cas, les matières premières de base sont essentiellement locales, mais la technologie et les machines sont encore plus complexes. En fait, plus on remonte vers les matières premières de base entrant sans les facteurs de production de nos usines, plus la technologie et les machines nécessaires sont complexes; à moins qu'on ne modifie la structure actuelle et le mode d'exploitation de nos usines, on devra faire appel à de plus en plus de techniciens et d'ingénieurs étrangers pour assurer la continuité du fonctionnement du matériel de production et de l'application des techniques de production.

Il en résulte que toutes nos industries sont très tributaires de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise. A cette question de la technologie est également lié le problème majeur de la promotion des entreprises industrielles.

Des entreprises tributaires à ce point de l'importation continue de facteurs de production et services technologiques ne disposent guère d'autonomie qui leur permette de se développer ou de diversifier leurs activités.

En fait, le seul élément vraiment nigérian de leur structure de base est le lieu de leur emplacement. Si le processus de transfert de technologie n'aboutit pas, les progrès apparents de l'industrialisation restent sans incidence : ces progrès sont vides de leur sens.

A ce propos, je n'ai pas l'intention de me ranger aux côtés du nombre croissant de personnes qui pensent qu'il n'existe pas de transfert de technologie. Je ne puis me permettre de telles affirmations faciles qui révèlent simplement notre manque de compréhension du processus de transfert de technologie et des conditions dans lesquelles il peut s'effectuer.

Je me trouve, de par ma formation et ma profession, impliqué dans le processus : en tant que bénéficiaire à mes débuts et en tant que fournisseur ces dernières années.

Dans tous les cas, l'histoire technologique de nombreux pays révèle que le transfert de technologie est possible à condition d'être planifié et organisé par des gens qui connaissent la nature de la technologie et les éléments du processus de transfert.

Le problème au Nigéria c'est que la plupart de ceux qui tiennent absolument à formuler des politiques et à élaborer des plans en vue de notre développement technologique en savent très peu sur la technologie. Et lorsque ces plans et idées inappropriés ne donnent aucun résultat, on avance l'excuse de la non-existence du processus de transfert.

Une politique et des mesures gouvernementales sont nécessaires afin de promouvoir le développement des compétences locales pour l'exploitation et l'entretien de la technologie et des machines des industries-clés, notamment celles des deuxième et troisième types illustrés dans les structures témoins mentionnées plus haut. A cette fin, on peut envisager trois stratégies. La première consiste à aider des industries données, soit individuellement, soit par branches d'industries, à former la main-d'oeuvre locale et à mettre en place des installations d'appui sur une base convenue et prévue. Cette formule peut servir à développer les compétences locales en vue de l'exploitation et de l'entretien internes et en vue de l'adaptation et de la remise en marche des procédés techniques complexes.

La deuxième stratégie consiste à encourager et à aider les ingénieurs et technologues nigériens à créer des groupes de spécialistes et à acquérir les installations nécessaires afin de mettre en place des services d'appui technique entièrement nationaux au profit des différents groupes de technologie industrielle. Cette formule peut servir à favoriser le développement des compétences locales pour la conception, la réparation et la modernisation des machines.

La troisième stratégie consiste à créer des installations de recherche-développement industrielle pour des technologies industrielles spécialisées dans différents centres, dont chacun se spécialiserait dans un secteur de technologie industrielle particulier.

Cette formule sera nécessaire pour la recherche-développement à long terme afin de développer la technologie locale et notamment pour l'adaptation des technologies importées.

Il est nécessaire de prendre des mesures permettant à nos industries de maîtriser la technologie dont elles ont besoin afin de réduire progressivement les coûts de production et afin de permettre à nos industries de se passer de mesures de protection aussi élevées sur le marché local.

Le problème le plus grave qui se pose au chef d'entreprise qui envisage la promotion d'une industrie est peut-être le démarrage. Il faut répondre à des questions telles que : quel type de produit fabriquer ? Quelles machines utiliser et où se les procurer ? Comment concevoir le plan et l'implantation de l'usine ainsi que du matériel ? Comment combiner tous ces éléments avec les estimations sur le marché, les besoins financiers, et les nécessités de l'exploitation afin d'élaborer un projet viable pour lequel les investissements pourront être assurés par le chef d'entreprise et ses associés ou par des institutions financières ?

Aujourd'hui tout ce processus est livré au gré d'initiatives isolées. Et tout naturellement, la plupart de ces initiatives sont orientées vers les secteurs de production déjà en place et qui connaissent une réussite.

Des exemples de ces industries populaires sont les boissons non alcoolisées, la bière, le papier hygiénique, l'emballage et les stylos à bille. Au dire d'un cadre d'une banque de développement, il y a à l'heure actuelle suffisamment de projets de production de stylos à bille déjà exécutés ou en passe de l'être pour fournir au moins un stylo à bille à chacun, homme, femme et enfant des quatre-vingt millions de Nigériens, qu'il soit alphabète ou non ! Et pourtant, nombreux sont les autres produits dont la demande est plus forte et qui n'attirent pas l'attention.

On accomplirait un grand pas en avant si les divers gouvernements, au niveau fédéral ou au niveau des Etats, dressaient une liste des produits considérés comme appropriés ou souhaitables pour la production locale.

Chaque gouvernement, par l'intermédiaire de son ministère compétent, devrait faire exécuter des études de projets préliminaires ou des études de faisabilité complètes en vue de la mise en place d'industries, surtout petites et moyennes, dans différents endroits, peut-être dans le territoire de chacun des Etats.

Pour ce qui est des petites industries, on pourrait envisager de tirer avantage de toutes les matières premières locales ou compétences traditionnelles dans les différentes régions.

Lorsqu'un programme d'études de ce type est en cours depuis quelque temps, on peut constituer un ensemble élargi de projets d'investissement de différents niveaux de production et de besoins financiers.

Des brochures portant sur les projets soumis pour investissement aux chefs d'entreprise intéressés ainsi que les conditions dont ils sont assortis peuvent être publiées par les ministères compétents. Si à cela s'ajoute un programme d'assistance de recherche de terrains, des renseignements sur la provenance des machines et du matériel, et une certaine assistance (sous forme de prêts) en vue de l'achat des machines nécessaires) on favorisera grandement la création d'industries dans tout le pays.

Il ne fait aucun doute que pour ce qui est de l'agriculture, l'exploitation traditionnelle tend à disparaître, étant donné que les jeunes générations, qui aspirent à un niveau de vie différent de celui de leurs parents, se refusent à perpétuer ce qui a de tout temps été une vocation familiale.

Si l'on veut revaloriser ce secteur de la production nationale, il importe de trouver un nouveau style d'exploitation. La taille des exploitations agricoles sera augmentée et on mobilisera moins d'individus pour travailler sur chaque exploitation.

Ce nouveau type d'exploitation agricole nécessitera des technologies agricoles nouvelles et améliorées - de nouvelles méthodes agronomiques, des variétés génétiques améliorées, la mise en place et le contrôle des systèmes d'alimentation en eau, des dotations en engrais et en produits de lutte phytosanitaire.

De toute évidence il conviendra d'introduire des machines destinées à accomplir les tâches qui ne peuvent plus être réalisées par l'homme dans des limites de temps acceptable sur une grande exploitation.

Tout cela implique un mode de vie entièrement nouveau pour ceux qui resteront dans le secteur agricole. L'adoption et le succès de ces nouveaux systèmes d'exploitation nécessiteront un niveau supérieur d'éducation et de formation.

Il n'est pas étonnant dès lors que la révolution verte qui a longtemps été vantée par la propagande gouvernementale soit loin d'être une révolution. Peut-être devrions-nous commencer à la qualifier d'"évolution verte".

La nouvelle évolution agricole serait plus rapide si ceux qui possèdent des connaissances poussées en matière de sciences et de techniques agricoles pouvaient être amenés à pratiquer effectivement l'agriculture.

Les récentes déclarations gouvernementales laissent paraître cette nécessité mais on a l'impression que la politique gouvernementale en la matière vise à attirer des agriculteurs originaires d'autres pays développés!

Eu égard à la longue période de gestation des investissements opérés dans l'agriculture et à la nécessité pour ces exploitants commerciaux étrangers d'utiliser de grandes superficies de terrain, il serait sage d'examiner à nouveau les incidences d'ordre social, politique et économique de ces politiques.

En ce qui concerne l'investisseur nigérian sérieux, ses problèmes sont les mêmes s'il veut investir dans de nouveaux types d'entreprises agricoles ou s'il veut créer de nouveaux types d'entreprises industrielles.

Il existe un double problème d'information et d'expérimentation. Quels sont les éléments de ces nouvelles formes de production agricole ? Comment peut-on rassembler des renseignements sur les terrains, ce que peut-on y faire pousser, les méthodes agronomiques et les facteurs de production à appliquer ?

Quelle forme d'organisation sera appropriée, quel matériel sera nécessaire ? Où trouver de la main-d'oeuvre qualifiée pour une grande exploitation agricole; ou alors, comment la former, et où ?

Ce sont là des questions que l'on peut se poser et auxquelles il convient de répondre. Tout d'abord, il importe de fournir des renseignements sur un Etat, ou mieux encore, au niveau des pouvoirs locaux concernant les terres disponibles pour le développement agricole.

Il conviendrait de dresser des cartes représentant les types de sol et les différents types de culture qui peuvent être pratiqués dans différentes zones. Les parcelles qui peuvent être utilisées pour l'agriculture dans chaque Etat et les conditions d'obtention de ces parcelles devraient également être communiquées.

En deuxième lieu, il est nécessaire de publier des brochures et des manuels sur les systèmes d'exploitation recommandés pour les différents types de culture dans les zones indiquées sur les cartes des sols.

Production agricole

Il conviendrait que les ministères compétents des différents Etats établissent des rapports sur les projets agricoles témoins et, dans certains cas, des rapports complets d'étude de faisabilité visant à créer des exploitations agricoles différentes tailles sur les parcelles fournies par les Etats et rendues accessibles à des conditions acceptables aux nouveaux exploitants agricoles et investisseurs futurs.

En troisième lieu, il est nécessaire de mettre en place des exploitations expérimentales pour les différentes cultures et la production animale où les futurs exploitants et agriculteurs pourront recevoir une formation en cours d'emploi sur les systèmes d'exploitation de leur choix.

Il est nécessaire de prendre des mesures concrètes et bien élaborées allant dans le sens indiqué, et il conviendrait que celles-ci remplacent les exhortations continues sur la révolution verte qui ne favorisent rien d'autre que le gaspillage des fonds publics !

Il importe également de faire le point sur les résultats des activités de distribution d'engrais qui ont lieu depuis quelque temps. On nous bombarde de temps en temps de chiffres représentant les millions de naira dépensés dans l'achat et la distribution d'engrais à travers tout le pays, mais nous ne disposons pas encore de chiffres officiels sur le volume et la valeur en naira de la production agricole qui en est résultée.

On a parfois la désagréable impression que les sommes consacrées aux achats d'engrais sont supérieures à la valeur de toute production agricole qui pourrait en résulter.